



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° DE MARCHE : MA 26 CA 0005

**OBJET DU MARCHE : Mission d'accompagnement et de
formation à la cotation NGAP des soins infirmiers des
centres de santé**

Filieris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Table des matières

ARTICLE 1	<i>Objet et caractéristiques du marché</i>	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Allotissement	5
1.3	Procédure utilisée et forme du marché	5
1.4	Durée du marché	5
1.5	Lieu d'exécution	6
ARTICLE 2	<i>Parties contractantes</i>	6
ARTICLE 3	<i>Pièces constitutives du marché</i>	6
3.1	Pièces particulières	6
3.2	Pièces générales	7
3.3	Disposition particulière	7
ARTICLE 4	<i>Conditions d'exécution des prestations</i>	7
4.1	Bon de commande	7
4.2	Exécution des prestations commandées	8
4.3	Annulation des prestations commandées par le pouvoir adjudicateur	9
4.4	Lieux des formations	9
4.5	Statistiques annuelles	10
4.6	Obligations du titulaire	10
4.6.1	Moyens humains	10
4.6.2	Confidentialité	12
4.6.3	Comportement vis-à-vis des tiers	12
4.6.4	Information générale	12
4.6.5	Responsabilité du titulaire en cas de dommages de toute nature	13
4.7	Suivi des prestations	13
ARTICLE 5	<i>Constatation de l'exécution des prestations</i>	14
5.1	Opérations et vérifications	14
5.2	Décisions après vérifications	14
ARTICLE 6	<i>Dispositions financières</i>	14
6.1	Composition du prix	14
6.2	Révision des prix du marché	15
6.3	Avance	16
6.4	Facturation	16

6.5 Mode de paiement	17
ARTICLE 7 <i>Pénalités</i>	17
ARTICLE 8 <i>Assurances</i>	18
ARTICLE 9 <i>Résiliation</i>	18
ARTICLE 10 <i>- Exécution aux frais et risques</i>	18
ARTICLE 11 <i>- Litiges</i>	19
ARTICLE 12 <i>Déroghations aux documents généraux</i>	19

Présentation Générale de la CANSSM/FILIERIS :

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) est l'organisme gestionnaire du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. Elle a été créée par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

La CANSSM gère l'offre de santé Filieris qui délivre des soins et de l'accompagnement dans les territoires où elle est présente.

La CANSSM - Filieris est placée sous la tutelle du Ministère du Travail, de la Santé, des solidarités et des Familles.

La CANSSM - Filieris est dotée d'un conseil d'administration et d'un directeur général. Le Président du Conseil d'administration de la CANSSM est M. Philippe GEORGES. Le Directeur Général de la CANSSM est M. Gilles de LACAUSSADE. La Caisse autonome nationale est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants et anciens exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

La CANSSM - Filieris est constituée d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois services territoriaux, également appelés Directions régionales (DR), sont situés à Lens pour la DR du NORD, à Metz pour la DR de l'EST, à Alès pour la DR du SUD.

La gestion des activités de prestations de sécurité sociale a été progressivement déléguée à d'autres organismes : Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'assurance vieillesse et invalidité, Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour l'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles. La CANSSM reste garante du respect des droits des affiliés en application des règles propres au régime minier et de la qualité du service rendu aux assurés.

L'offre de santé Filieris est composée au 1er janvier 2026 de :

- **125** centres de santé dont **106** centres de santé polyvalents et **11** antennes et **7** centres de santé
- dentaires
- **22** établissements sanitaires et médico-sociaux :
 - 11 établissements de soins médicaux et réadaptation intégrant 3 unités de soins de longue durée (USLD)
 - 11 établissements médico-sociaux dont 6 EHPAD
- **16** services autonomie à domicile - Soins (services de soins infirmiers à domicile - SSIAD) dont **2** services autonomie à domicile - Accompagnement (services d'aide et d'accompagnement à domicile - SAAD)
- **16** pharmacies
- **1** centre d'optique
- **1** service de vente et de location matériel médical
- **1** centre de vaccination
- **1** centre d'examens de santé
- **1** centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)
- **1** maison des aidants

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant : <http://www.filieris.fr>

ARTICLE 1 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la formation et l'accompagnement à la cotation Nomenclature Générale des Actes Professionnels (NGAP) des soins infirmiers des centres de santé Filieris.

La description des prestations à fournir et leurs spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) applicable au présent marché.

« Filieris étant très attachée à la politique RSE, l'attention des candidats est rappelée sur l'article L.3-1 du code de la commande publique et sur la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ».

1.2 Allotissement – Montant maximum par lot

Le présent marché est non-alloté car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Le montant du marché est estimé à **80 000€ HT**, avec un maximum toutes périodes de reconductions comprise estimé à **96 000€ HT**.

Cette estimation est non contractuelle et n'engage pas la CANSSM.

1.3 Procédure utilisée et forme du marché

La procédure de passation est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1.1°, R2123-1.3° et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Il s'agit d'un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum de tel que fixé à l'article 1.2 ci-avant, sur la durée globale du marché**, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

1.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de **12 mois** à compter de la date de notification.

A l'issue de la première année d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément **3 fois** par le représentant du pouvoir adjudicateur par période successive de 12 mois, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse **48 mois**.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction du marché

A cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un mois avant la fin de la période contractuelle considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire le marché; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché, conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

1.5 Lieu d'exécution

Les centres de santé de la CANSSM répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain ou par formation en distanciel. En cas de changement d'adresse d'une de ses entités, la CANSSM avertit, par lettre simple, le titulaire du changement et de la date de prise d'effet de ce changement. La CANSSM attend du titulaire qu'il accomplisse les démarches nécessaires afin que le changement d'adresse n'occasionne aucune perturbation dans la réalisation des formations.

Le lieu d'exécution des prestations est précisé à l'article 5 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination.

ARTICLE 2 PARTIES CONTRACTANTES

- Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur Général de la CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS
LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

- Le titulaire du Marché désigne dès la notification du marché la ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...).

ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant :

3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU Annexe 1 à l'AE) ;
- Le cadre de réponse technique (CRT Annexe 2 à l'AE)
- L'annexe 3 à l'AE, développement durable

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Une habilitation : « organisme de formation »

3.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A).
- L'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

3.3 Disposition particulière

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables à ce marché.

Les Pièces particulières et générales évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de la CANSSM, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles.

ARTICLE 4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Bon de commande

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la Commande Publique, le marché s'exécute par émission de bons de commandes successifs ou simultanés valant ordres de service, établis sur la base des prix indiqués dans le BPU annexe 1 à l'acte d'engagement, notifiés au titulaire par tout moyen (télécopie, message électronique...) confirmé par courrier, au fur et à mesure de la survenance des besoins de formation de la CANSSM.

Le bon de commande désigne la séance ou module de formation, la date ainsi que le nombre de stagiaires inscrits.

Les bons de commande pourront être émis par le siège de la CANSSM ainsi que par ses services territoriaux (CARMI)

Le bon de commande doit comporter les mentions suivantes :

- Les références du présent marché,
- Référence de l'entité émettrice de la CANSSM (Siège/Direction Régionale ...),
- Désignation et adresse du signataire du bon de commande,
- Désignation de la formation commandée (objet, Inter ou Intra..), date et heure (début et fin de session),
- Nombre de personnes concernées par la formation,

- Lieu d'exécution de la prestation de formation commandée,
- Adresse de facturation,
- Le (s) prix unitaire(s) contractuel(s), le décompte HT, la remise éventuelle,
- Le taux de TVA applicable,
- Les délais de mise en œuvre,
- La date du bon de commande.

Les bons de commande seront émis par le Siège ou par ses services territoriaux.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier sous 4 jours à la CANSSM à réception du bon de commande. Passé ce délai et sans objection de la part du titulaire, la commande est réputée acceptée.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Le délai d'exécution des bons de commande peut aller au-delà du terme du marché. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du marché pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité du marché, dans la limite maximale de **trois mois**.

4.2 Exécution des prestations commandées

A compter de la réception du bon de commande par le titulaire, celui-ci dispose d'un délai de 5 jours ouverts pour proposer deux dates de formation au pouvoir adjudicateur.

Les formations proposées devront respecter le mode de formation demandé et souhaité par la CANSSM à savoir, soit en présentiel, soit en distanciel.

Une seule date de formation sera retenue par le pouvoir adjudicateur.

Les deux dates proposées par le titulaire devront être incluses dans les 30 jours suivants l'émission du bon de commande par le pouvoir adjudicateur.



Pour une formation en présentiel, le titulaire devra communiquer également une estimation des frais de déplacement susceptibles d'être engagés par le formateur.

En cas de difficulté pour l'organisme de formation à répondre favorablement à la demande de la CANSSM, celui-ci pourra alors en accord avec le service demandeur proposer un mode de formation différent, à savoir :

Si une formation en présentiel est impossible à organiser dans les 30 jours, l'organisme devra proposer une date pour une formation en distanciel avec les prix de formation proposés dans l'annexe financière.

De même, si une formation en distanciel est impossible dans les 30 jours, l'organisme devra proposer une date pour une formation en présentiel avec les prix de formation proposés dans l'annexe financière.

En cas d'impossibilité, la CANSSM se réserve le droit de faire exécuter sa commande, par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si la prestation, de par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire, demeure à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le non-respect du délai ainsi mentionné entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 7 du présent CCAP.

Les formations dispensées doivent être conformes aux commandes passées et aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations effectuées devront être accompagnées, à l'issue de la formation, d'un bulletin de réalisation mentionnant :

- Le nom du titulaire du marché ;
- La date et le lieu de réalisation de la formation ;
- Le libellé de la formation ;
- Le nombre de stagiaires présents ;

Le bulletin de réalisation sera établi en un seul exemplaire et remis au pouvoir adjudicateur par voie postale ou par messagerie électronique dans un délai de 10 jours calendaires à l'issue de la formation. L'absence de remarques de la part du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bulletin de réalisation vaudra procès-verbal de réception des prestations commandées.

4.3 Annulation des prestations commandées par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler une séance ou module de formation commandée dans un délai de 7 jours calendaires avant la date retenue pour l'exécution des prestations.

Aucune indemnité pédagogique ne sera versée au titulaire en cas d'annulation dans les conditions établies au présent article. Néanmoins, les frais administratifs générés sont susceptibles d'être remboursés sur demande justifiée auprès du pouvoir adjudicateur.

4.4 Lieux des formations

Le bon de commande émis précise le mode de formation souhaité :

Formation « Distanciel » :

Les formations « distanciel » intègre l'ensemble des frais pédagogiques, frais de repas du formateur, frais administratifs, frais de reprographie.

Un tarif **journancier par stagiaire** est facturé à la CANSSM. Ce tarif inclut la logistique, les frais du formateur, les frais liés à la reprographie et support.

Formation « Présentiel » :

Ces formations se dérouleront dans les locaux du régime minier ou dans des locaux loués par la CANSSM à cet effet. **Un tarif pédagogique journalier** est facturé au titre de la formation. Ce tarif pédagogique inclut les frais liés à la reprographie et aux supports de formation.

Les frais de déplacement, nuitée et repas sont remboursés au formateur aux frais réels sur présentation de justificatifs, dans la limite du Barème UCANSS (Circulaire UCANSS – LC005-24) suivant les modalités ci-après :

- Frais de déplacement en train ou avion : sur la base d'un billet de train SNCF de seconde classe ou d'un billet d'avion de classe économique

- Frais de nuitée : dans la limite de 120,58 € TTC
- Frais de restauration : dans la limite de 30,11 € par repas

En cas de déplacement du formateur en véhicule, les frais de déplacement seront remboursés sur la base du tableau ci-après sur présentation des justificatifs suivants :

- Photocopie de la carte grise
- Déclaration sur l'honneur indiquant le lieu de départ (adresse de la société titulaire du marché) et le lieu d'arrivée (adresse de la mission considérée).

Nombre de kilomètres parcourus dans l'année civile	Véhicule automobile de 5 CV fiscaux et moins	Véhicule automobile de 6 CV fiscaux et plus
Jusqu'à 10 000 km	0,75€ / km	0,88€ / km
Au-delà de 10 000 km	0,53€ / km	0,77€ / km

Ces frais comprennent le péage.

En cas de nouvelle circulaire UCANSS, ce tarif sera automatiquement mis à jour.



Pour rappel, une estimation des frais de déplacements devra être indiquée lors de la remise du devis.

4.5 Statistiques annuelles

A partir de la deuxième année, le titulaire devra adresser annuellement, à compter de la date anniversaire de notification du marché, des statistiques relatives à celui-ci et faisant état :

- Des formations suivies par thème/module
- Du nombre de stagiaires (Siège ou Direction Régionale)
- Du montant total des formations ventilées par séances ou modules.

Le titulaire dispose **d'un délai de 30 jours** à compter de la date anniversaire de notification du marché pour adresser son rapport. A défaut, il s'expose à l'application de pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP.

Ces données devront être envoyées, dans les conditions mentionnées ci-dessus, à l'adresse électronique suivante : service.marches@filieris.fr

4.6 Obligations du titulaire

4.6.1 Moyens humains

Le titulaire fait exécuter, sous son entière responsabilité, les prestations par le personnel qu'il aura mandaté, qui est qualifié et habilité conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'accès des personnes mandatées par le titulaire dans les locaux de la CANSSM obéit aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à la CANSSM.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations des personnes qualifiées en nombre suffisant pour pouvoir respecter les délais d'exécution. Pour toute la durée du marché, le titulaire s'engage à faire intervenir des personnels dont les CV doivent être annexés à l'offre en précisant s'il s'agit de titulaires ou de suppléants (en cas d'empêchement temporaire ou définitif).

La CANSSM se réserve le droit de demander au titulaire à tout moment les justifications nécessaires afin de vérifier les degrés de qualifications et les expériences des formateurs désignés.

En conséquence, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations l'équipe présentée dans son offre. En cas d'empêchement temporaire ou définitif, du ou des intervenants dont le(s) CV ont été contractualisés au présent marché, le titulaire s'engage à en informer au plus tôt le pouvoir adjudicateur et à lui proposer, en remplacement, un intervenant dont le profil peut être considéré comme équivalent à celui de l'intervenant initial. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de son admission ou, au contraire, l'invite à proposer une autre personne correspondant davantage au CV initialement contractualisé.

A défaut de réponse satisfaisante du titulaire avant la date prévue de l'intervention, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au C.C.A.G./F.C.S ou à l'article 9 du présent C.C.A.P.

Remplacement d'un membre du personnel en cours d'exécution du marché

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des formateurs qu'il a désignés pour en assurer la conduite et dont il garantit les compétences dans le domaine concerné.

En cas d'absence d'un de ses intervenants, le titulaire devra en aviser immédiatement la CANSSM et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise.

Si les prestations ne peuvent être exécutées aux dates et lieux arrêtées, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée. **A cet effet, obligation est faite au titulaire de remplacer le formateur défaillant par un formateur présentant des compétences identiques.**

La CANSSM se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un formateur, s'il s'avère à l'issue des formations que les objectifs du stage ne sont pas atteints.

Avant de prendre la décision de récuser un formateur, la CANSSM consultera le titulaire pour qu'il puisse présenter ses observations. En l'absence d'observation de sa part dans un délai de 15 jours calendaires, le titulaire est réputé accepter la récusation.

Le changement de formateur devra prendre la forme d'une présentation d'un nouveau formateur dans un délai de 15 jours calendaires à partir de la demande de changement par la CANSSM par lettre recommandée avec AR au titulaire consécutive à l'analyse visée dans le précédent paragraphe.

La CANSSM dispose d'un délai de 30 jours calendaires à partir de la présentation d'un nouveau formateur pour accepter ou refuser le nouveau formateur. A défaut de réponse, à l'issue des 30 jours calendaires, le formateur sera réputé accepté.

Si la CANSSM récuse 2 fois de suite les formateurs proposés par le Titulaire au titre du remplacement du formateur initial défaillant, la CANSSM se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCAP (Résiliation pour faute).

4.6.2 Confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à la CANSSM, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, autorisera la CANSSM à résilier le marché pour faute du titulaire.

L'article 9 du CCTP relatif à la « Protection des données à caractère personnel » rappelle les obligations du titulaire du marché.

4.6.3 Comportement vis-à-vis des tiers

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans cet article.

4.6.4 Information générale

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire notifie immédiatement par écrit au pouvoir adjudicateur toutes les modifications le concernant, notamment celles se rapportant à ses qualifications et aux habilitations nécessaires pour effectuer les prestations couvertes par le présent marché.

Le prestataire s'engage notamment à informer immédiatement la CANSSM de toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- A ses coordonnées bancaires
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à la CANSSM toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Dans le cas où ces informations ne lui auraient pas été transmises, la CANSSM pourra résilier le marché pour faute du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement du marché.

Le titulaire s'engage à informer la CANSSM d'éventuelles manifestations publiques (foire, festival, congrès...) dans les lieux envisagés rendant la prestation plus difficile à réaliser ou plus onéreuse.

Sous-traitance :

Le cas échéant, le titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations, dans les conditions prévues aux articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par FILIERIS et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

. Le prestataire reste seul responsable :

- du respect des clauses du présent marché ;
- de la qualité technique des prestations réalisées.

4.6.5 Responsabilité du titulaire en cas de dommages de toute nature

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de la CANSSM ou à des tiers,
- aux biens appartenant à la CANSSM ou à des tiers.

Ainsi, le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel susceptible de lui être confié par la CANSSM, notamment mobiliers pédagogiques, rétroprojecteurs, tableaux, ordinateurs, imprimantes, écrans de projection, etc....

Ces matériels ne peuvent être utilisés qu'aux seules fins prévues par le présent marché. Tout autre usage ou détérioration pourra faire l'objet d'une indemnisation à la CANSSM.

4.7 Suivi des prestations

L'exécution de la prestation peut être contrôlée à tout moment par les agents de la CANSSM, sans en avertir préalablement le titulaire. **Seules les prestations effectivement exécutées au titre du présent marché donnent lieu à paiement.**

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable ou un coordonnateur chargé de veiller à l'exécution du marché.

Le suivi de la prestation fera l'objet au minimum d'une réunion annuelle, à la fin de chaque période du marché, entre le responsable ou coordonnateur de la prestation désignée par le titulaire et la personne en charge de la prestation à la Direction Nationale des Ressources Humaines de la CANSSM. Cette périodicité pourra être modifiée d'un commun accord sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant au présent marché.

A la fin de chaque trimestre, le titulaire fournit à la Direction Nationale des Ressources Humaines de la CANSSM, la liste des formations dispensées, la liste des personnes formées pour l'ensemble des sites de la CANSSM, ainsi que la copie des rapports d'évaluation.

En cas de non exécution ou de retard important dans l'exécution des actions de formation : non respect du contenu pédagogique, du calendrier, absence répétée de formateur et, de manière générale, en cas de non respect des stipulations du marché par le titulaire, la CANSSM prendra toutes dispositions à l'encontre du prestataire. Elle pourra notamment résilier le marché pour faute du titulaire sans indemnité, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

Incidents dans l'exécution des prestations

A titre exceptionnel, lorsqu'un bon de commande ne peut être que partiellement exécuté par le titulaire, ce dernier doit en aviser immédiatement la CANSSM. Le titulaire est tenu de proposer au service des prestations en remplacement de celles qui ne sont pas fournies.

A moins d'une impossibilité dûment justifiée ne résultant pas de son fait, le titulaire prend alors à sa charge les suppléments de prix qui résultent de la modification de la prestation, ou déduit de sa facture la différence entre le prix des prestations prévues et celui des prestations effectivement fournies.

En cas de défaillance fautive du titulaire, la CANSSM se réserve le droit de faire exécuter sa commande, par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si la prestation, de par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire, demeure à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des articles du présent C.C.A.P., il doit en aviser immédiatement la CANSSM et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de force majeur.

Si le titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par la CANSSM, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur, l'application des mesures figurant au chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE 5 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG/FCS.

5.1 Opérations et vérifications

Après exécution des prestations, la CANSSM dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification. A l'issue des opérations de vérification, la CANSSM peut prendre une décision écrite expresse de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

5.2 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, la CANSSM peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG/FCS.

ARTICLE 6 DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1 Composition du prix

Les prestations exécutées par le titulaire au titre du marché sont rémunérées par application des prix du bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Le prix comprend la formation, les frais liés à la reprographie et les supports. Le régime des prix retenu est le prix unitaire révisable.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations. En effet, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

6.2 Révision des prix du marché

Les prix sont fermes pour les douze (12) premiers mois d'exécution.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Mise en œuvre des révisions de prix :

Le prix de la prestation est révisé annuellement, à la date anniversaire de notification du marché, suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times \frac{(ICTrev-TS1)}{ICTrev-TS0}$$

P = Prix révisé

P0 = Prix initial, valeur à la date de notification du marché

S1= Dernier Indice Salaires, revenus et charges sociales – coût du travail- indices du cout horaire du travail révisé – tous salariés (ICTrev-TS) connu à la date de la demande de révision (publié au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – INSEE, identifiant : activités spécialisées, scientifiques et techniques)

S0= Indice « Salaires, revenus et charges sociales – coût du travail- indices du cout horaire du travail révisé – tous salariés (ICTrev-TS) du mois de remise des offres (publié au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – INSEE, identifiant : activités spécialisées, scientifiques et techniques)

Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM sa demande de révision un mois avant la date d'anniversaire de notification du marché, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit, sans que le titulaire puisse émettre une quelconque réclamation à cet égard.

Si à la date d'application du nouveau tarif, la CANSSM n'a ni validé ni infirmé, la demande de révision est considérée comme acceptée à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre, la CANSSM procède ultérieurement à sa rectification et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Le titulaire s'engage par ailleurs à fournir tous les renseignements sur les barèmes aux représentants administratifs qui les demanderaient.

L'acceptation du nouveau tarif constitue, une fois pour toutes, le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

6.3 Avance

Le régime de l'avance est soumis aux conditions des articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -16 du CCP. Le marché est soumis à l'option A de l'article 11 du CCAG FCS. Si les conditions sont réunies, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

6.4 Facturation

Les factures transmises à la CANSSM devront être obligatoirement déposées sur le portail sécurisé suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures devront comporter les indications suivantes :

- Les noms et adresses du créancier.
- L'identité bancaire telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB)
- Le numéro du marché
- Les références de la commande.
- La prestation fournie et la référence.
- La date de livraison.
- Le montant hors T.V.A. de la prestation, avec le détail et la nature des services effectués et mention le cas échéant des prix unitaires, quantité, ...
- Les taux et montant des taxes.
- Le montant total des prestations livrées.
- La date de facturation

Les factures seront obligatoirement transmises en dématérialisé sur la plateforme **CHORUS pro**.

Les relevés de factures seront obligatoirement transmis par voie dématérialisée sur la plateforme Chorus Pro. Ces derniers devront être accompagnés des factures mentionnées dans le relevé déposé.

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM accepte la transmission électronique des factures. Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct doivent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- Le numéro de commande dans le libellé du fichier
- Le numéro SIRET 775 685 316 000 17 et le code service de l'établissement ayant passé la commande. Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site : <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/demataterialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>

En cas de difficultés, un service d'aide en ligne, de LiveChat et d'assistance téléphonique est mis à la disposition des entreprises pour les aider dans la prise en main de l'application ChorusPro. Ce service est disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (hors jours week-end et jours fériés).

6.5 Mode de paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues au CCAG-FCS. Le mode de règlement choisi est le virement.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Le défaut de paiement dans le délai indiqué, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel, les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit de points.

Conformément à l'article R2192-35 du code de la commande publique, le titulaire a droit, en sus, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 7 PENALITES

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire met obstacle à l'exécution d'un bon de commande, la CANSSM peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes :

- en cas de retard supérieur à une heure ou en cas d'absence à une formation prévue, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par retard de plus d'une heure ou par absence constatée.
 - en cas de retard supérieur à une heure ou en cas d'absence à une réunion prévue avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par retard de plus d'une heure ou par absence constatée.
 - en cas de retard dans la remise des livrables énumérés au point 6 du cahier des charges techniques et particuliers, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard et par livrable.
- Dans le cas où le pouvoir adjudicateur demande la modification des documents émis par le titulaire, les prestations ne sont alors pas réceptionnées et les pénalités de retard commencent à courir si le délai imparti est dépassé.
- Le titulaire devra retransmettre les documents modifiés dans le nouveau délai imparti

Les pénalités sont cumulables. Toute période (journée, heure...) commencée est due.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déduire les pénalités appliquées, le cas échéant, du montant des factures établies à l'occasion des prestations.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 8 ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels, documentation, ...) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

Tous les ans, à la date anniversaire de notification du marché, le titulaire devra fournir son attestation d'assurance à jour.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 9 RESILIATION

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Défaillance :

La CANSSM appliquera les stipulations de l'article 36 du CCAG/FCS, à savoir l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de la prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché en application de l'article 32 du CCAG/FCS.

En cas de travail dissimulé, le marché pourra être résilier pour faute du titulaire.

ARTICLE 10 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11 - LITIGES

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, en cas de litige les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal Judiciaire de Paris, parvis du tribunal de Paris – 75859 Paris Cedex 17).

ARTICLE 12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article(s) du CCAP	Objet	Article du CCAG/FCS
3	Ordre de priorité	4.1
4.1	Bons de commande	3.7.2
7	Pénalités	14
11	Litiges	37
9	Résiliation	29